

On accorde actuellement une importance accrue aux programmes de prêts en nature, comme par exemple les 50 millions de dollars qui ont été affectés à l'Inde. L'aide en nature consiste habituellement en des matières brutes comme l'aluminium, le plomb, le cuivre, l'amiante, la pâte de bois ou certaines matières semi-ouvrées. L'octroi de denrées alimentaires fait également partie de l'aide canadienne à l'Asie du Sud et du Sud-Est. Les principaux produits sont les céréales et la graine de colza mais d'autres peuvent être compris dans le programme des secours d'urgence de l'ACDI. La vente sur le marché intérieur de ces produits a permis aux pays bénéficiaires de se constituer des fonds et d'acquitter le coût local des projets de développement.

Le programme des lignes de crédit du Canada est un autre moyen de s'écarter des formes traditionnelles d'aide. Conçu pour aider à surmonter les problèmes des changes dans les pays en voie de développement, ce programme fournit des biens et des services d'importation prioritaires mais difficiles à obtenir au moyen d'instruments réguliers de financement. L'Inde et l'Indonésie ont conclu des accords de lignes de crédit avec le Canada et des pourparlers dans ce sens sont actuellement en cours avec d'autres pays.

Le Canada participe activement aux programmes de restauration et de reconstruction par le moyen de l'aide qu'il accorde au Bangladesh. En 1972-73, 51,5 millions de dollars ont été alloués au titre des projets appuyés par le Canada ainsi que de l'aide alimentaire.

L'assistance technique représente un autre aspect de l'aide canadienne en Asie. Plus de 5.500 Asiatiques sont venus au Canada recevoir une formation en administration publique, finances, agriculture, pêche, sylviculture, génie, administration commerciale, médecine, hygiène, éducation ou bien-être social. Par ailleurs, plus de 650 spécialistes canadiens ont été envoyés en Asie du Sud et du Sud-Est pour fournir une aide technique. Le 1er janvier 1972, 15 conseillers et 40 enseignants canadiens avaient des contrats de travail en Asie avec l'ACDI. Plus de 440 stagiaires originaires de pays en voie de développement de l'Asie se trouvaient au Canada sous les auspices de l'ACDI.

Programme d'aide à l'Amérique latine. Bien que le Canada ait participé depuis le début aux programmes d'aide à l'Amérique latine des Nations Unies et de la Banque mondiale, l'assistance canadienne au développement n'a vraiment commencé qu'en 1964 au moment où le Canada a confié à la Banque interaméricaine de développement (BID) un fonds spécial devant permettre d'accorder des prêts à des conditions de faveur aux pays membres. La première allocation a été de 10 millions de dollars, et elle fut suivie d'autres allocations annuelles, de sorte qu'en janvier 1972 le Canada avait fourni plus 74 millions de dollars. Tous les projets devant être financés grâce au fonds ont été proposés par les pays bénéficiaires, évalués par la BID et approuvés par l'ACDI. Dix-huit prêts ont été consentis pour financer des projets dans les domaines des transports, télécommunications, énergie électrique, agriculture, sylviculture et éducation. La Colombie a reçu 16,7 millions de dollars pour le projet hydro-électrique de l'Alto Anchicaya, le plus vaste du genre jamais entrepris en Amérique latine. Le fonds a pris fin en mai 1972 lorsque le Canada est devenu membre à part entière de la BID. Les remboursements de prêts reviennent maintenant à la Banque. Au cours des trois prochaines années le Canada fournira à la BID un montant de 100 millions de dollars É.-U.

En 1971, l'ACDI a lancé un programme d'assistance technique bilatérale concentré sur l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'éducation et le développement communautaire. L'allocation de la première année était de 9,5 millions de dollars, et à la fin de 1972, 40 projets avaient été approuvés. En 1971-72 l'ACDI a également contribué pour 1 million de dollars à la réalisation de 86 projets entrepris par des organismes canadiens non gouvernementaux, au coût total de 2,9 millions.

Programme d'aide à l'Afrique francophone. Depuis que le Canada a envoyé pour la première fois des enseignants dans les pays africains d'expression française en 1961, le programme d'aide à l'Afrique francophone n'a cessé de prendre de l'ampleur, et en 1972-73, 68,9 millions de dollars ont été alloués à 21 pays. Parmi les projets importants, il faut citer la création d'un institut d'études commerciales (INPE-HEC) en Algérie et d'une école technique (École polytechnique de Thiès) au Sénégal, les plans de développement régional en Tunisie et au Maroc, le programme d'hygiène publique au Cameroun, une aide à la sylviculture au Congo (Kinshasa), la construction de la «Route de l'unité» au Niger et l'électrification rurale en Côte-d'Ivoire. En janvier 1972, 83 conseillers et 489 enseignants canadiens œuvraient en Afrique francophone, et 486 Africains étudiaient au Canada.